

Recommandations de la FÉÉCUM

[Version allégée]



Recommandations

2022

Document présenté à l'hon. Ernie Steeves
ministre des Finances et Conseil du Trésor

Février 2022

Introduction:

À l'aube d'un retour à la vie normale dans notre province, la FÉÉCUM renoue avec ses habitudes et soumet ses recommandations au ministre des Finances dans le cadre de l'exercice de consultations prébudgétaires.

La lecture du document de consultation publié dans le cadre de cet exercice montre peu d'ouverture à réinvestir les surplus accumulés depuis quelques années, au nom d'une gestion financière responsable qui demeure la priorité. Bien que nous comprenions l'importance d'une saine gestion financière, nous croyons tout autant qu'accumuler des surplus ne constitue pas une approche saine dans la gestion des fonds publics, en raison notamment de l'impact négatif sur les services que ces derniers sont censés soutenir.

Considérant la marge de manœuvre financière que la province s'est donnée pendant la pandémie, nous espérons que le budget 2022-2023 marquera un tournant dans l'approche du gouvernement.

Puisque les défis abondent dans la plupart des secteurs, il est difficile de placer ses propres besoins au-dessus de ceux des autres. Cependant, nous croyons fermement qu'investir davantage dans le réseau postsecondaire public doit faire partie de la solution. Après plusieurs années de sous-financement planifié, les limites de l'efficacité ont été franchies et nos universités publiques sont désormais contraintes de prendre des décisions qui vont affecter la qualité de l'éducation à long terme.

Ce sont nos diplômé.es et leurs familles qui en font les frais les premiers - les droits de scolarité ont augmenté en moyenne de 22% au cours des cinq dernières années, alors que les subventions aux universités ont pour leur part connu une croissance d'à peine plus de 5%. C'est sans compter sur l'impact de l'inflation, qui frôle 9% sur cette même période.

Or nos étudiant.es et nos diplômé.es font face à la fois aux hausses constantes du coût de la scolarité, et à l'inflation qui fait augmenter le coût de tout le reste. Il est temps de les aider, et maintenant, si le Nouveau-Brunswick veut être en mesure de surmonter les défis des prochaines décennies.

La FÉÉCUM vous propose ici un survol de ses observations, en prévision de mesures plus détaillées à paraître au cours des prochains mois, et dont nous espérons avoir le plaisir de discuter avec vous.

Bonne lecture,

Le comité exécutif 2021-2022 de la FÉÉCUM

Aide financière aux étudiant.es

Dette moyenne à l'obtention du baccalauréat (2015)

NB: 40 000\$

Canada: 28 000\$

Rapport dette étudiante à revenu net (2015)

NB: 1,31

Canada: 0,76

Bourses d'études VS Droits de scolarité (2016-2020)

	DS	BÉ
'16-'17	6563\$	3864\$
'17-'18	6774\$	3406\$
'18-'19	6944\$	3495\$
'19-'20	7367\$	2879\$ (est.)

4 ans | +12% | -24%

Contexte

Les diplômé.es du N.-B. comptent parmi les plus endettés au pays depuis des décennies, et le revenu des ménages reste en bas du classement canadien. La valeur de l'éducation, par contre, reste très claire pour la population, qui y voit un levier de mobilité sociale et économique si on en juge d'après le taux d'endettement étudiant (65%) chez nos diplômé.es. De ce groupe, au-dessus de deux tiers sont fortement endettés (30 000\$ et plus). La dette médiane de 38 000\$ nous indique que la limite supérieure s'approche des 80 000\$, ce qui est complètement insoutenable dans notre économie et ne peut que pousser notre jeunesse hautement éduquée à quitter le N.-B. Nous en avons besoin ici.

Défi

Nos diplômé.es souhaitent vivre et contribuer à l'économie d'ici, mais il est de plus en plus difficile de faire face à la fois à l'augmentation rapide du coût de la vie ET à la dette étudiante, particulièrement en début de carrière. Il est clair que l'éducation universitaire produit des bénéfices à long terme à la fois pour l'individu et la société, mais qui peuvent tarder à se manifester en l'absence d'opportunités liées au domaine d'études.

Aussi, on ne saurait dissocier l'augmentation de la dette étudiante de la croissance insuffisante des revenus d'autre source dans les universités: agir sur l'une en ignorant l'autre offrirait, au mieux, un soulagement temporaire.

Solution

Il faut miser davantage sur notre capacité à remplacer la main-d'œuvre par le biais de la formation dans les universités. Si on peut convaincre les jeunes des avantages de se lancer dans des études menant à des emplois dans la fonction publique, on agit sur deux fronts à la fois en satisfaisant les besoins de la population et en appuyant l'économie du N.-B. en assurant de pourvoir des emplois bien rémunérés qui garderont nos diplômé.es ici à long terme.

R1

Ramener un programme de réduction de la dette étudiante pour les diplômé.es, dans le but de rétablir l'équilibre entre le revenu net moyen et la dette moyenne au niveau canadien AVANT le début de la période de remboursement.

R2

Créer des incitatifs à l'inscription dans les programmes menant à des emplois dans les domaines des services publics en pénurie.

R3

Augmenter le financement des universités publiques de la province, de façon suffisante pour espérer une réelle stabilisation du coût des études postsecondaires.

Stages non rémunérés

Santé

besoin: 520 par année
(3400* sur 5 ans)

Éducation

besoin: 240 par année
(1000* et + sur 5 ans)

Dépenses moyennes
liées aux stages:

1000\$ et plus

Stagiaires dans les
services publics:

992

(moyenne 5 ans, 2018)

*AIINB (2020)

** AENB (2019)

Contexte

Plusieurs secteurs de la fonction publique ont à gérer une pénurie de main-d'œuvre; les inscriptions, mais surtout les grades décernés dans les programmes menant à des carrières dans la fonction publique ne permettent pas de pourvoir les postes ouverts; le N.-B. n'arrive pas à recruter du personnel formé ailleurs en quantité suffisante (c'est un défi partout au Canada). La population vieillit à un rythme accéléré et nécessite un niveau de soins en augmentation constante, doublée d'une capacité à payer ces services qui diminue d'année en année. La population augmente dans la province, sauf que la majeure partie de la migration se fait chez les 55+...

Défi

La qualité des services diminue, le maintien des services dont la population a besoin - et surtout sa partie plus vulnérable - est mis en péril. Pour protéger l'avenir des services publics, le gouvernement rationalise et centralise les opérations, parfois en déléguant au secteur privé, ce qui résulte en une offre qui s'éloigne des besoins sur le terrain - tout particulièrement dans les régions éloignées des grands centres.

Solution

La mise en place de programmes d'aide offrant des avantages aux étudiant.es qui choisissent de s'inscrire dans des programmes où le gouvernement peine à pourvoir les postes vacants de façon continue pourrait inciter plus de jeunes à poursuivre des études en santé et en éducation, où la pénurie de main-d'oeuvre est déjà une réalité. Ceci pourrait aussi aider à prévenir des pénuries dans les autres domaines des services publics où il est attendu que les départs à la retraite ne soient pas remplacés en raison d'un nombre insuffisant de candidat.es affichant le profil requis.

R1

Créer un «Boni de signature» pour les diplômé.es qui acceptent un poste dans un secteur ciblé des services publics, qui gèle un pourcentage de leur dette d'étude, pardonné après 5 ans en poste.

R2

Rembourser une part des frais associés au stage, au prorata des heures passées en milieu de travail (idéalement sur la base d'un «per diem», ou alors sur présentation des preuves d'achat).

R3

Faciliter le travail de suppléance et le travail occasionnel en réservant des rôles rémunérés dans les services aux personnes étudiantes, selon des horaires flexibles.

R4

Mener un examen complet des besoins en ressources humaines à moyen et long terme (prochain 10 à 20 ans) dans l'ensemble des services publics, et travailler en partenariat avec les universités pour former une relève en temps utile.

<p>Financement des universités publiques</p> <p>2016-2021: Subventions + 5,27% Inflation + 8,99% Scolarité + 22,18% ETP -1,45%</p> <p>Inscriptions: NB et Canada: -2,87% International: +10,08%</p> <p>Baccalauréat: retour sur l'investissement*</p> <p>+ 10%(net) (bénéfices individuels et sociétaux - à vie)</p> <p>*SCFP (2018)</p>	<p>Contexte</p> <p>La dernière entente de financement aura eu des effets désastreux sur les finances des universités, qui pouvaient au mieux gérer un sous-financement planifié. S'il est bon d'avoir un financement prévisible, il est mieux d'avoir un financement suffisant, c'est-à-dire qui reflète les besoins des institutions et appuie l'amélioration de la qualité de l'éducation. Dans le contexte actuel, même le maintien du statu quo devient un défi, et le résultat net pénalise doublement les étudiant.es, qui font face à des coûts en forte augmentation et une qualité qui ne peut que diminuer une fois que la quête d'efficience a atteint ses limites.</p>
<p>Défi</p> <p>Nos universités disposent - en somme - de trois sources de financement pour subvenir à leur manque à gagner: les fonds publics, les droits de scolarité, et les revenus générés au niveau des services offerts. Le coût du maintien du statu quo, de façon générale, augmente de 3% à 4% par année. Les coûts supplémentaires associés à la pandémie de COVID-19 ont empiré une situation financière déjà difficile, et ont ajouté aux déficits structurels que plusieurs établissements doivent gérer à long terme.</p>	<p>Solution</p> <p>Des universités fortes peuvent soutenir l'innovation et le développement économique du Nouveau-Brunswick. Elles sont un atout pour l'attraction et la rétention d'immigrant.es, particulièrement dans les régions rurales, mais aussi des moteurs pour l'économie des collectivités, sans oublier leur impact social et culturel. Il leur faut davantage de fonds pour mener leur mission centrale, qui reste l'éducation des prochaines générations de leaders dans la société néo-brunswickoise. Il s'agit bien d'investissements, pas de dépenses.</p>
<p>R1</p> <p>Augmenter le financement des universités publiques de façon graduelle jusqu'à atteindre le taux de 1,5% au-dessus de l'inflation.</p>	<p>R2</p> <p>Appuyer les universités dans la réduction de leurs dépenses en créant des partenariats financiers visant la modernisation des infrastructures et la réduction de l'empreinte carbone.</p>
<p>R3</p> <p>Réviser ou remplacer la formule de financement des universités, largement basée sur une croissance qui colle de moins en moins à la réalité.</p>	

Appui aux étudiant.es internationaux

Coût moyen du bacc. au N.-B. (4 ans - 2022)

CAN: 29 996\$

INT: 63 520\$

(net, avant l'intérêt)

Diplômé.es internationaux au N-B (2020):

269

francophones: 88 (est.)

[Besoins en immigration](#)

7500 par année
(2019 - 2024)

Cible d'immigration francophone (33%):

2475 par année
d'ici 2024

Cible de rétention (85%)

2104 par cohorte

Contexte

Partout au Canada, la croissance des universités dépend presque entièrement des inscriptions internationales, en raison surtout d'un financement public stagnant dans le meilleur des cas, mais aussi d'un bassin de recrutement traditionnel qui rétrécit d'année en année. Ces étudiant.es sont de plus en plus nombreux dans nos universités, où le coût des études est beaucoup plus élevé que pour leurs collègues canadiens. Plusieurs désirent rester au pays pour y faire carrière après les études, mais des barrières à l'emploi découlant d'attitudes et de préconceptions d'une autre époque compliquent encore trop souvent l'intégration professionnelle des personnes racisées.

Défi

En raison des défis particuliers du N.-B., il est primordial de faire tout en notre pouvoir pour que demeurer ici après les études soit une décision qui fasse du sens à tous les niveaux, tant financier que professionnel, familial et social, pour un maximum de nos diplômé.es internationaux. Les facteurs principaux de cette décision sont les possibilités d'emploi et des barrières à l'emploi. Il serait irresponsable de fermer les yeux sur le racisme en milieu de travail, souvent plus subtil, qui complique l'accès à l'emploi - et particulièrement l'emploi bien rémunéré - pour les personnes racialisées. Il faut combattre ce problème par des actions positives, et non chercher à l'ignorer.

Solution

Le gouvernement doit multiplier les efforts pour favoriser le contact en milieu de travail entre les étudiant.es internationaux et les canadien.nes tout au long du parcours de formation, de même que pour créer des opportunités d'emploi à la sortie des études qui soient réservées aux diplômé.es de l'international qui souhaitent immigrer et faire carrière au Nouveau-Brunswick. Enfin, il serait pertinent d'appuyer l'intégration en créant des mesures d'aide financière pour réduire le coût des études et faciliter l'installation à plus long terme après l'obtention du diplôme. Ces mesures peuvent servir à appuyer l'atteinte des cibles du [Plan d'action pour la croissance démographique 2019-2024](#).

R1

Créer un programme d'appui à la création de nouveaux emplois pour les diplômé.es, sur le modèle *Graduate to Opportunity* adopté en Nouvelle-Écosse.

R2

Créer des incitatifs aux entreprises pour accueillir des stagiaires issus de la diversité, afin de favoriser leur intégration professionnelle et la création de réseaux pendant les études.

R3

Créer un programme d'aide financière ciblée pour les diplômé.es qui désirent rester au N.-B. après les études, qui offre des avantages liés aux achats majeurs en habitation, en transport, en éducation et en santé, par exemple.